

LE COURRIER CATALAN

GAZETTE D'INFORMATION BI-MENSUELLE

Rédaction et Administration : 71, Rue de Rennes, Paris (VI^e)

Abonnement Trimestriel : France : 10 fr. — Etranger : 15 fr.

Abonnement Annuel : France : 35 fr. — Etranger : 50 fr.

1^{re} ANNÉE | N° 12 |

1^{er} NOVEMBRE 1924

| PRIX : 2 FR.

NOUVELLES DE LA QUINZAINE

Pour l'internationalisation de la question catalane. — Une vingtaine de groupements catalans de l'Amérique latine ont adressé au président de l'Assemblée de la Société des Nations, à Genève, le télégramme suivant :

« Les Catalans résidant en Amérique du Sud, estimant que la Catalogne, sous le régime dictatorial ne peut pas exprimer sa volonté nationale, vous prient d'attirer l'attention de l'Assemblée sur le désastre du Rif, augmenté par l'incapacité du Directoire qui détient le pouvoir, contre tout honneur. »

Contre l'usage de la langue catalane. — Le général gouverneur de Gérone a interdit l'usage du catalan sur des affiches annonçant un concert de violoncelle que devait donner un artiste hongrois. Il avait sommé précédemment les médecins de la province, assemblés à Figueras dans un congrès scientifique, de s'exprimer en espagnol et non en catalan. Le congrès, naturellement, n'a pas été tenu, les médecins n'ayant pas voulu renoncer à leur langue.

Nouvelles persécutions. — A Olot, ont été emprisonnés, accusés de séparatisme, MM. Vilanova, ancien conseiller municipal; Pujolar et Casabo. Les deux premiers ont été libérés, M. Casabo restant en prison.

Cercles fermés. — Les autorités militaires ont fermé deux nouveaux cercles : l'un dans la ville d'Olot, l'autre au bourg de Vacarisses.

Contre la presse française. — Le docteur Dualde, professeur à l'Université de Barcelone, a été arrêté à Gérone par la police espagnole, pour avoir été surpris en lisant le journal français *Le Quotidien*. La détention ne fut pas maintenue, toutefois, le docteur Dualde ayant protesté devant le général Urquía contre cet acte arbitraire.

Contre les danses populaires. — A Vich et dans d'autres villes catalanes on a formellement interdit la danse typique la *Sardana*.

La dette espagnole. — La dette espagnole augmentée. En 1923, avant le pronunciamiento, elle était de 3.456.000.000; elle est aujourd'hui de 4.028.669.000 pesetas. Après l'échouage du 4 courant, où une tranche d'émission, au type du 5 p. 100 sera mise en circulation, la dette flottante espagnole atteindra le chiffre de 4 milliards 325.499.500 pesetas, soit plus de dix milliards de francs.

Crédits pour le Maroc. — Le Directoire a accordé un nouveau crédit supplémentaire de trois millions de pesetas pour acquérir du matériel destiné au Maroc.

Le nouveau régime municipal. — Le nouveau régime municipal espagnol permet aux femmes de siéger parmi les conseillers municipaux. Les conseillers étant, à l'heure présente, nommés par les autorités militaires, lorsque les agents du Directoire ne trouvent pas de partisans parmi les hommes, ils ont recours aux femmes. C'est ainsi que 3 femmes siègent à l'Hôtel de Ville de Madrid, qu'une femme est à la mairie de la commune de Quatretondeta (Valence), et que dans la commune de Talladell, en Catalogne, le conseil est entièrement composé de femmes dont l'une également remplit les fonctions de maire. La municipalité de Cervera compte aussi trois membres féminins.

Cet apport féminin est dû aux nombreuses démissions qui se produisent au sein des conseils municipaux. Ces démissions sont à l'ordre du jour. Dans la municipalité de Barcelone, où le conseil a été remanié plusieurs fois, on annonce la démission de trois nouveaux conseillers qui se sont opposés aux menées dictatoriales du maire. On annonce aussi de nombreuses démissions dans les municipalités de Tarragone et de Sant-Felinde-Guixols.

Primo de Rivera haut-commissaire au Maroc. — Le roi a accepté la démission du général Aizpuru, haut-commissaire au Maroc, soi-disant pour raison de santé. Il a nommé le général Primo de Rivera haut-commissaire général et commandant en chef au Maroc. Primo de Rivera conserve la présidence du Directoire.

En même temps, Alphonse XIII a signé un ordre de mobilisation pour les classes 1920, 1921 et 1922.

Cette mesure équivaut presque à un ordre de mobilisation générale.

Chaque classe comprend approximativement 300.000 hommes, d'où il résulte qu'avec les forces dont elle dispose déjà, l'Espagne aura sur pied une armée d'un million deux cent mille soldats.

Il est à peu près certain qu'un grand nombre d'exemptions seront accordées, de sorte que les effectifs totaux ne dépasseront probablement pas le chiffre de 600.000.

Mais même dans ce cas, l'armée espagnole sera, quant au nombre au moins, la plus importante au monde après celle des Soviets.

Le roi dans sa proclamation fait ressortir que cette levée de troupes a surtout pour but de renforcer l'armée espagnole au Maroc où Primo de Rivera a déclaré qu'il se proposait de frapper un grand coup.

A cache-cache

Qui donc nous avait dit que Primo de Rivera était un imbécile ? Je n'en crois plus rien. C'est un malin. D'une situation impossible, il a trouvé le moyen de se sortir avec une apparence d'honneur. Apparence, dis-je, car en Espagne même, nul n'est dupe d'une manœuvre par la frousse inspirée. La trousse et la sottise ne sont pas obligatoirement sœurs. Poltron, le général Primo n'est pas bête. Il n'a rempu aucun de ses engagements; il refuse de quitter le pouvoir; mais il trouve un élégant moyen de demeurer le maître tout en quittant Madrid et l'Espagne. C'est assez bien joué.

On n'a pas appris, en effet, sans quelque surprise, que, parvenu à obtenir du côté de Chechaouen un succès d'un instant, le président du Directoire s'était promu lui-même à la dignité de Haut Commissaire au Maroc. Ministre, président du Conseil et général, cet homme à tout faire a renouvelé la devise du général de Mac Mahon à sa manière. « Je suis au Maroc, a-t-il décidé, j'y reste. » Le général Aizpuru, haut commissaire, ne demeurait là que parce que nul ne consentait à l'y venir remplacer. Primo l'a renvoyé dans ses foyers et s'installe à sa place. Cette situation délicate, lui seul pouvait l'accepter, voyons ! comme personne ne la lui offrait, il se l'est adjugé, avec la complaisance du roi. Voilà tout.

C'est, direz-vous, une élégante façon de dire à l'Espagne : Je mobilise, il est vrai, des forces imposantes pour restaurer au Maroc le prestige militaire et moral du royaume; mais je pêche d'exemple ! Je paie de ma personne ! Je prends mes responsabilités.

C'est aussi, pensez-vous, une habile manière de se tirer d'un mauvais pas : la dictature ne vaut rien; elle a pour rançon l'impopularité; devenu haut commissaire au Maroc, le dictateur ne prouve-t-il pas son désintéressement ?

Erreur ! car le haut-commissaire cumule toutes les charges et ne renonce point au titre de président du Directoire. Il gouvernera au Maroc, tout en dirigeant les opérations militaires, exactement comme celui qu'il appelle familièrement son collègue : ce Napoléon Buonaparte qui, à Moscou, rédigeait le décret qui sert à la Comédie Française de statut.

Et vous entendez bien que si les choses se gâtent à Madrid ou à Barcelone, Primo aura un excellent alibi à invoquer : « J'étais au Maroc », dira-t-il. Mais si les événements du Maroc ne le satisfont pas, il lui sera facile de dire : « Je ne pouvais être partout à la fois ! Les affaires de l'Etat m'absorbaient tellement à ce moment que j'ai dû abandonner à des lieutenants insuffisants le soin d'exécuter mes ordres. Ils ne m'ont pas compris ! De là vient le désastre ! »

Quel habile homme ! Quelle admirable faculté il a de ne s'émouvoir de rien ! Pour ne pas s'en aller en retraite, pour ne pas renoncer à la joie d'être le chef le moins aimé, tous les prétextes lui sont bons. Chaque jour, il découvre une échappatoire nouvelle. Quel génie !

On voudrait savoir si le beau général Primo saura toutefois réussir à persuader ses généraux et colonels de renoncer à l'immoralité qui leur est coutumière. L'anarchie la plus complète règne dans l'armée du Maroc. La discipline y est rare et les chefs mêmes donnent l'exemple de l'indécence. En veut-on quelque exemple ?

— Les parents des jeunes soldats qui font campagne au Maroc se sont étonnés, ces temps derniers, de recevoir de leurs enfants des billets ainsi conçus : « Pour l'amour de Dieu, ne nous envoyez pas d'argent ! » Etait-ce croyable ? Pourquoi ces jeunes gens redoutaient-ils si fort l'envoi de subsides ? Est-ce qu'un jeune soldat n'a pas toujours besoin d'argent ?

Nous avons la clef de cette énigme. Des habitudes odieuses, un manque absolu de scrupule, permettent, dans l'armée espagnole, les pires abus. Il faut savoir que ce sont les chefs qui, en vertu des règlements, sont chargés de payer aux militaires sous leurs ordres les mandats et valeurs qui leur sont adressés par le poste. Ces chefs ne sont ni plus bêtes, ni plus canailles que l'exemplaire Primo. Ils ont compris très vite qu'ils pouvaient facilement augmenter leurs soldes en s'appropriant l'argent destiné aux hommes de troupe. Mais pour éviter tout ennui, encore fallait-il qu'ils eussent un motif de ne point payer les mandats qui leur étaient adressés pour le compte des soldats. Ce moyen, ils l'ont trouvé. Un colonel reçoit-il un mandat pour l'un de ses subordonnés ? Avant de le lui payer, il l'envoie en première ligne; au combat, il peut mourir. Mort, on ne lui devra plus rien; il ne réclamera pas son argent.

C'est odieux ! Soit. C'est ainsi. Et dans ces conditions, on est presque tenté de comprendre pourquoi les opérations espagnoles au Maroc s'opèrent si lentement. Il faut qu'elles rapportent aux officiers, ces opérations. Et pour qu'elles rapportent, il faut que meurent beaucoup de soldats. C'est ainsi. Primo sait-il cela ? Je l'ignore. S'il le sait, sévira-t-il ? Il est permis d'en douter, car il n'est pas déjà si apprécié de ses su-

SUR DEUX TOMBES

ANATOLE FRANCE

Une des gloires des lettres françaises s'est éteinte. Il est bien tard pour saluer ici un mort que la terre a déjà repris. Mais les Catalans que nul plénipotentiaire ne représente à Paris n'admiraient point que cette grande figure eût disparu du monde apparent sans avoir reçu leur salut. Au reste, tous les journaux de Barcelone ont publié des articles nécrologiques sur Anatole France et ont loué l'œuvre du grand écrivain, très connu en Catalogne. Ils ont publié également des portraits et des caricatures du maître. *La Publicitat*, *La Veu de Catalunya*, *L'Avenc*, *El Dia Grafico*, entre autres, ont publié de longs aperçus sur l'œuvre de l'auteur de *Thais*. Des écrivains comme Alfons Maseras, Carles Soldevila, Cristofor de Domenec et Marius Aguilar ont écrit des pages enthousiastes sur le grand disparu.

On a rappelé qu'à une époque où le maître était encore mal goûté en Espagne, un quotidien catalan, *El Poble Catala*, publia dans sa « Bibliothèque littéraire » un volume de nouvelles d'Anatole France traduites par M. de Montolieu.

Mais n'est-ce pas partout que la gloire a couronné le long effort de pensée qu'a fourni Anatole France, non seulement pour le pays de sa naissance et de sa langue, mais pour l'université du monde intellectuel ? Il n'est que juste de voir la Catalogne revendiquer sa part dans un deuil qui décapite l'intelligence elle-même.

Du fait qu'il n'avait point voulu demeurer indifférent aux choses de la politique internationale, Anatole France s'est imposé non seulement à l'admiration des lettrés, non seulement à la reconnaissance des masses populaires, mais encore à l'affection de tous ceux qui, se recommandant des idées nées de la Révolution française et de Voltaire, leur père naturel (cet ancêtre de Renan et d'Anatole France à la fois), militent, quelque part dans le monde, en faveur d'une idée de justice.

Les champions de l'indépendance catalane connaissent l'œuvre d'Anatole France et le symbole qu'elle contient. Ils savent que, comme l'a rappelé M. Paul Souday, France « était déjà démocrate sous l'Empire » et que les tyrans n'ont jamais eu son indulgence. Il n'a pu assister sans émotion à la ruine de la patrie catalane entreprise par Primo et ses Lossada, celui qui, dans les patries, voyait des « organisations nationales, qui sont pour nous, en l'état actuel de l'humanité, les formes nécessaires de la vie sociale » et celui qui savait si bien, avant que l'exemple en fût donné par l'Espagne, « que la désagrégation des peuples de liberté, la déchéance des nations intellectuelles, amènerait bientôt un régime d'autocratie barbare sur l'Europe latine ».

Il semble que l'avenir n'ait pas tardé à lui donner raison.

J. B.

LIVRES FRANÇAIS

Scandales et crimes sociaux, par notre ami F. Jean-Desthieux, réquisitoire trop justement fondé contre la société qui assiste, avec une coupable indulgence, à de honteux commerces et de tristes déchéances. Aux Editions de la Pensée Française.

Veux-tu ma vie ? — Dans cette œuvre si solidement construite, Lucy Augé donne la mesure d'un talent fait de sensibilité et d'émotion. (Ed. de la Pensée Française.)

Vaine est la lutte contre la Destinée ! — Telle est l'idée maîtresse de ce roman pathétique au dénouement inattendu. « Dans le Livre, tout est écrit », et Martine, l'héroïne de cette étrange et douloureuse histoire, essaiera vainement de se soustraire à l'impitoyable loi.

Un dialogue alerte. Une intrigue poignante menée avec un art sûr, font de ce livre cruel, qu'adoucissent cependant la touche sensible d'un écrivain féminin, une œuvre attachante dont le souvenir demeure, à cause de la pitié émue que nous ressentons devant cette implacable Fatalité qui plie sous sa loi les pauvres héros de ce drame d'amour.

bordonnés qu'il puisse, sans danger pour lui, les priver de leurs petits bénéfices.

Sachant cela, comment veut-on que nous professions une haute admiration pour les choses d'Espagne ?

F. JEAN-DESTHIEUX.

AVIS

(Nous publions ci-dessous, à l'appui de l'article qu'on vient de lire, l'avis que la Direction des Télégrammes a fait afficher dans les bureaux de Barcelone.)

En raison du grand nombre des réclamations qui se produisent au sujet des mandats adressés dans la zone du Maroc, MM. les expéditeurs sont avisés que ces mandats sont remis à MM. les officiers représentant les unités auxquelles appartient les destinataires. Ces officiers se chargent de les payer aux intéressés. Les bureaux ne sont pas responsables des retards qui peuvent se produire, lorsque les mandats ont été remis à MM. les officiers.

MOREL-FATIO

On a beaucoup regretté, en Catalogne, la mort, toute récente, du grand hispaniste Alfred Morel-Fatio, membre de l'Institut. Nous lisons dans la grande presse catalane de longs articles nécrologiques sur ce savant français.

La Publicitat lui a consacré un de ses éditoriaux et *La Veu de Catalunya* un brillant article de M. Valls i Taberner, de l'Institut des Lettres catalanes. M. Morel-Fatio était, en effet, très aimé en Catalogne, où il avait un grand nombre de disciples, d'admirateurs et d'amis.

Comme le dit M. Valls i Taberner, c'est à Morel-Fatio que revient le mérite d'avoir contribué d'une manière efficace à établir devant le public lettré la personnalité indépendante du catalan parmi les autres langues néo-latines.

On lui est d'autant plus reconnaissant en Catalogne d'avoir rendu justice à la langue catalane et d'autant qu'il n'a point obéi à un sentiment de partialité ou d'intérêt quelconque. Il est certain que Morel-Fatio aimait la Catalogne, son histoire et sa langue, du même élan qu'il aimait les autres pays ibériques; mais en philosophe et en historien qu'il était, il mettait dans tous ses jugements la plus stricte impartialité.

Ses principaux travaux concernant la Catalogne se trouvent dans son *Catalogue des manuscrits espagnols et portugais de la Bibliothèque Nationale*, dans le chapitre *Das Catalanische de l'œuvre du professeur Gröber*, *Grundriss der romanischen Philologie*, et dans l'*Encyclopedia Britannica* (article Spain). Il est en outre l'auteur de plusieurs monographies sur des sujets catalans, telles que : *Proverbes rimés de Raymond Lulle*, *Souhaits de bienvenue adressés à Ferdinand le Catholique par un poète barcelonais en 1473*, *Mélanges de littérature catalane* (dans la revue *Romantia*), *Notes sur l'article dérivé de « ipse » dans les dialectes catalans*, et d'autres études et comptes rendus critiques publiés par les meilleures revues savantes de France.

A cet ami, *Le Courrier Catalan* adresse un adieu fait de reconnaissance et de respect.

SOURCES ET DOCUMENTS

Un nouveau Philippe V

On vient de publier, en Catalogne, le texte officiel d'un discours que S. M. le roi Alphonse XIII a adressé lors de sa visite au Palais de la Mancomunidad, à Barcelone, le 19 mai 1924, aux maires nommés par le Directoire militaire. Ce texte paraît un peu en retard; mais il n'est pas facile de convertir une improvisation du monarque en un document écrit devant être lu et médité.

En France, la silhouette du roi d'Espagne est plus connue que le fond de son caractère. Bourbon par son père, appartenant à la dynastie autrichienne par sa mère, il rappelle par sa physionomie le type de Philippe IV, tel que l'a peint Velasquez et plus encore peut-être celui de Charles II, le dernier Autrichien d'Espagne, mort, on le sait, sans succession et qui se caractérisa par sa dégénérescence. Le roi Alphonse a peut-être hérité davantage ses traits moraux que ses traits physiques de ces monarques si vivement portraituretés par Le Sage dans son *Gil Blas*; ces traits moraux sont naturellement adaptés à un esprit quelque peu ironique qui lui vient de France et qui tient plus du fond même de la race que de l'héritage direct du Roi Soleil, son grand ancêtre.

Pour bien saisir la portée du discours que nous reproduisons en partie, il faut savoir que l'Assemblée à laquelle il était adressé était composée des maires des communes catalanes appelés expressément à Barcelone pour rendre hommage au roi espagnol.

Ces maires sont, à l'heure présente, non pas élus par le peuple, mais choisis par le gouvernement militaire. Le général Primo de Rivera administre de son chef notre bienheureux pays voisin : il nomme par décret les conseillers municipaux, les maires, les membres des conseils généraux; désormais il assurera au pays, qui s'est tu et qui reste muet depuis un an, la pression d'une censure beaucoup plus sévère que la nôtre pendant la guerre; censure des organes de l'opinion publique, avec un nouveau parti politique organisé par l'Etat-major de l'Armée et par l'Administration militaire, comme s'il s'agissait d'un service quelconque de ravitaillement. Devant ces maires munitionnaires S. M. affirme que « jamais la Catalogne ne fut plus unie à son Roi », et que « jamais il n'y avait eu autant d'unité d'esprit en terre catalane ». Pour comprendre dans quelle mesure ces mots répondent ou non à la réalité, il faut se souvenir qu'en ce même palais de la Mancomunidad, les maires électifs, élus par des communes issues du suffrage universel, réunis avec les conseillers généraux de Catalogne et les membres électifs catalans du Parlement espagnol, avaient, à plusieurs reprises, manifesté leur adhésion à la cause catalane et avaient même voté un projet de charte ou de statut établissant un régime autonome. Il ne se dégageait certainement de ce statut aucun enthousiasme pour S. M. ni aucune adhésion à la politique de ses ministres et moins encore le désir d'être gouverné par une dictature ou par une autocratie.